



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES
ISSN 0241 0494 Le 20 mars 2022 N° 483 PRIX : 0,60 Euro

FACE À LA NOUVELLE FLAMBÉE DES PRIX



Les travailleurs doivent se mobiliser pour défendre leurs intérêts de classe

Sommaire au verso

Sommaire

Éditorial : Face à la nouvelle flambée des prix, les travailleurs doivent se mobiliser pour défendre leurs intérêts de classe.

Pages 3 et 4 : **Sénégal**

▶ Avec le sucre, il y en a qui se sucent !

Pages 5 à 7 : **Côte d'Ivoire**

▶ Une augmentation générale des salaires est indispensable face à la flambée des prix !

▶ Fonction publique : des travailleurs font face à la répression.

▶ Poste de Côte d'Ivoire : non aux salaires impayés !

▶ À Nutri comme ailleurs, la grogne contre les bas salaires pourrait se transformer en grève salulaire.

▶ Effondrements d'immeubles : l'hécatombe continue et les autorités versent des larmes de crocodile.

Pages 8 et 9 : **International**

▶ La guerre en Ukraine, une catastrophe pour les peuples, des affaires exceptionnelles pour les marchands de canons.

▶ Les conséquences dramatiques de cette guerre sur les populations africaines.

Abonnement

France : (en éco-pli)

12 numéros : 20 €

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants.

Autres pays : nous consulter.

Adresse

Le PAT BP 42

92114 Clichy Cedex

Site internet:

www.uatci.org

FACE À LA NOUVELLE FLAMBÉE DES PRIX, LES TRAVAILLEURS DOIVENT SE MOBILISER POUR DÉFENDRE LEURS INTÉRÊTS DE CLASSE

Les populations des pays pauvres, notamment sur le continent africain, sont menacées par une nouvelle flambée des prix consécutive à la guerre entre la Russie de Poutine et l'Ukraine. Cette guerre a des conséquences sur l'approvisionnement de nombreux pays en blé, gaz et pétrole entre autres, mais c'est principalement la rapacité des spéculateurs qui en aggrave les conséquences et étouffe les populations les plus démunies. Sinon comment expliquer par exemple que dès le premier jour de la guerre, le sac de farine de 50 kg a augmenté subitement de 3 000 francs CFA, passant de 16 000 à 19 000 francs CFA au Gabon. C'est à peu près le même phénomène qui est observé dans de nombreux autres pays africains : Égypte, Soudan, Tunisie, Nigéria, Angola, Centrafrique, Cameroun, Côte d'Ivoire, Guinée, Burkina Faso, Sénégal, Mauritanie, etc. La plupart de ces pays subissent déjà la hausse des prix consécutive à la pandémie de Covid, pandémie qui n'a fait qu'aggraver la crise économique qui frappait déjà les populations pauvres.

Les produits alimentaires de base comme le pain, le riz, les pâtes alimentaires, l'huile de cuisine, la viande, le poisson, l'oignon, la tomate et autres légumes sont de plus en plus chers. Les prix des bouteilles de gaz, du pétrole et du transport s'envolent et entraînent ceux des autres produits à la hausse.

Dans ces conditions, comment s'étonner que chaque flambée des prix, chaque crise alimentaire se traduise par des millions de personnes basculant dans la misère la plus révoltante.

L'Organisation des Nations Unies estime qu'il y a déjà 282 millions de personnes sous-alimentées en Afrique. Hélas, ce nombre ne fera que croître durant les jours et les semaines à venir car la rapacité des capitalistes continue de plonger l'humanité vers le précipice.

Les dirigeants au pouvoir dans nos pays disent qu'ils n'ont aucune responsabilité dans la flambée des prix.

Certes, ils ne sont pas responsables de la crise économique et de la spéculation sur le marché mondial des matières premières, ni de la pandémie de Covid, ni de la guerre entre la Russie et l'Ukraine. Mais ils sont responsables de la dilapidation des caisses de l'État et en même temps complices du pillage des richesses naturelles de leur pays par les grandes firmes capitalistes, complices de l'exploitation des travailleurs et de la petite paysannerie.

C'est en échange des miettes que leur laissent leurs maîtres des grands pays impérialistes qu'ils maintiennent l'ordre capitaliste dans leurs pays en imposant la dictature sur l'ensemble des pauvres. Crise ou pas crise, eux ils continuent de mener un train de vie de nabab. Ils jouent un rôle dans l'appauvrissement de leurs populations.

Augmenter les salaires dans les services publics pour soulager la souffrance des petits employés de l'État dans les hôpitaux, les écoles ou dans l'administration est quelque chose qu'ils peuvent décider s'ils le

veulent réellement. De même que l'augmentation générale des salaires dans le secteur privé est une décision politique qu'ils peuvent prendre. Ils peuvent aussi décider que les importateurs des produits vivriers et les commerçants grossistes diminuent leurs marges bénéficiaires pour empêcher les prix de flamber. Mais nos dirigeants sont tellement liés au monde des capitalistes dont eux-mêmes font partie, qu'ils ne prendront jamais ce genre de décisions à l'encontre des intérêts de leur classe sociale, à moins d'y être contraints par la révolte populaire.

Pour que les travailleurs ne soient pas les éternels laissés-pour-compte de ce système économique où les profits de la minorité doivent passer avant la vie et la santé de la grande majorité, ils n'ont pas d'autre choix que de s'organiser pour renverser cet ordre social profondément injuste. Sur les ruines de celui-ci, ils bâtiront une nouvelle société plus démocratique où les intérêts de l'écrasante majorité primeront sur ceux de la minorité parasite et exploiteuse.

Sénégal

AVEC LE SUCRE, IL Y EN A QUI SE SUCRENT !

Durant trois jours, les consommateurs ordinaires ne trouvaient pas de sucre dans le commerce alors qu'il est produit en grande partie localement par un industriel qui bénéficie par ailleurs des largesses de l'État. La raison de cette subite disparition est que le fabricant local et les gros importateurs de ce produit ont décidé d'augmenter leurs prix de vente. Mais le gouvernement, sachant que la grogne contre la flambée des prix des denrées de première nécessité risque à tout moment de se transformer en coup de colère, a demandé aux petits commerçants de continuer de vendre leur sucre au même prix

qu'avant. Mais ceux-ci ont préféré retirer ce produit plutôt que de le vendre à perte. C'est ainsi que dans tout Dakar on avait beau faire le tour de tous les commerces de son quartier pour trouver du sucre, en vain.

Le gouvernement a tenté de faire porter le chapeau aux petits commerçants en envoyant des inspecteurs et des commissaires dans les quartiers pour les forcer à sortir le sucre qu'ils ont stocké. Mais ceux-ci n'ont pas cédé. Le bras de fer a duré trois jours au bout desquels le gouvernement a fait marche arrière. Les commerçants ont

mis leur sucre à la vente mais à un prix supérieur. La tentative du gouvernement de les désigner comme boucs émissaires auprès de la population n'a pas fonctionné et c'est tant mieux car les vrais responsables de la hausse des prix se trouvent à un autre niveau, parmi les gros capitalistes de la production, de l'import-export et du grand commerce.

Au Sénégal, le monopole de la production du sucre appartient depuis 1972 à la Compagnie Sucrière du Sénégal (CSS). Son propriétaire, Mimran, un milliardaire franco-libanais, était un ami de l'ancien Président Senghor. C'est aussi cette compagnie qui en détermine le prix de vente sur la totalité du pays. L'État sénégalais interdit toute importation de sucre et fait la chasse à ceux qui vont le chercher en Gambie ou en Mauritanie où on peut l'acheter à deux fois moins cher.

Comme la quantité produite par la CSS ne suffit pas à satisfaire la demande locale, il y a souvent des pénuries et des mécontentements. L'État a fini par délivrer des licences d'importations à un groupe de négociants, mais il maintient le prix de vente du sucre importé à un prix artificiellement élevé pour qu'il ne fasse pas la concurrence à celui produit par la CSS.

Si l'État sénégalais continue de protéger depuis 50 ans l'entente entre lui et la famille Mimran, c'est parce que les milliards de francs CFA de profits engrangés par la

CSS lui permettent d'arroser quelques têtes haut placés dans l'appareil d'État, y compris après chaque changement de dirigeants au sommet du pouvoir. Et pendant que ces derniers s'en mettent plein les poches, ils cherchent des boucs émissaires pour les donner en pâture à la population lorsque la colère éclate au grand jour. Mais cette stratégie ne marche pas tout le temps et peut parfois se retourner contre eux.



Une vue aérienne de la Compagnie Sucrière Sénégalaise (CSS) appartenant la famille Mimran depuis 1972. Implantée à Richard-Toll près de la ville de Saint Louis et proche de la frontière mauritanienne, elle possède environ 8 000 hectares de plantation de canne à sucre. Son usine produit du sucre et de l'éthanol (alcool). Avec environ 6 000 salariés, elle est la première employeuse du secteur privé du Sénégal. Elle détient depuis 50 ans le monopole de la production sucrière et en fixe le prix à sa guise avec l'accord de l'État.

Les prolétaires n'ont pas de patrie

UNE AUGMENTATION GÉNÉRALE DES SALAIRES EST INDISPENSABLE FACE À LA FLAMBÉE DES PRIX

Les prix des produits de première nécessité ont connu récemment une forte augmentation. Du jour au lendemain, le prix de l'huile et des cubes d'assaisonnement a presque doublé. Le riz, la viande, le poisson, le sucre ont aussi connu des hausses. Des denrées comme la banane, l'igname, les légumes frais qui ne sont pourtant pas des produits d'importation, ont eux aussi connu une forte augmentation. Pour beaucoup de familles, le foutou par exemple, faisait partie de l'alimentation de tous les jours. Aujourd'hui, il faut attendre les jours de fête, tellement les bananes coutent chères. Les loyers et le transport ne sont pas en reste. La hausse des prix s'est généralisée.

Face à la grogne créée par cette série d'augmentations, le gouvernement s'est senti dans l'obligation de s'expliquer en invoquant le Covid ou encore la guerre en Ukraine. Et comme solution, pour montrer qu'il fait quelque chose, il propose le plafonnement des prix de certains produits. Mais force est de constater que ces mesures ne bloquent en rien les augmentations. À chaque fois, le gouvernement annonce un plafonnement des prix mais ceux-ci continuent allègrement de grimper.

Ces temps-ci, le ministère du Commerce a mis en place une brigade de contrôle des prix dans les marchés. Voilà une manière de détourner la colère des populations en faisant porter le chapeau aux petits

commerçants qui ne respecteraient pas les prix.

Le gouvernement est entièrement à plat ventre devant la bourgeoisie. Tout ce qu'il fera, ce sera dans l'intérêt des capitalistes. C'est pourquoi il est complètement impuissant face à la valse des prix.

Tout augmente, sauf les salaires. Ce qui fait que les travailleurs s'enfoncent inexorablement dans la pauvreté. Une augmentation conséquente des salaires est plus qu'une nécessité aujourd'hui pour nous les travailleurs si nous ne voulons pas crever dans la misère. Mais pour l'obtenir, une mobilisation générale du monde du travail est nécessaire.



Le 31 mars 2008, plusieurs centaines de femmes et d'hommes ont manifesté à Abidjan pour dire non à la cherté de la vie. Ici ce sont des femmes qui tapent sur des casseroles en criant « Gbagbo, on a faim ! », « Soro, on a faim » (Laurent Gbagbo était alors président et Guillaume Soro son premier ministre). Les manifestants ont été violemment réprimés par les forces de l'ordre. (Image d'archive)

FONCTION PUBLIQUE : DES TRAVAILLEURS FONT FACE À LA RÉPRESSION

Trois agents de la fonction publique ont été arrêtés et jetés en prison pour fait de grève. Depuis longtemps, les employés de

l'administration réclament des augmentations de salaire et des primes. Avec les flambées des prix tous azimuts, ils ont

plus que raison de demander des augmentations.

Depuis plusieurs mois, ils sont en négociation avec leur direction mais celle-ci ne veut rien céder et fait trainer les discussions. Les travailleurs ont alors décidé de faire la grève pour se faire entendre. Dès le début de la grève, la direction l'a taxée

d'illégal. Et comme cela ne suffisait pas à casser le mouvement, elle a fait arrêter trois représentants et les a fait déferer à la Maca (prison d'Abidjan).

La direction croit avoir gagné de cette manière. Mais ce n'est que partie remise, les travailleurs remettront le couvert le moment venu.

Côte d'Ivoire

POSTE DE CÔTE D'IVOIRE, NON AUX SALAIRES IMPAYÉS !

La Poste de Côte d'Ivoire est une société étatique et ses salariés ont accumulé encore deux mois d'arriéré de salaires. Alors que la deuxième quinzaine du mois de mars est bien entamée, ils n'ont pas encore perçu leurs paies de janvier et février.

Déjà début janvier 2022, ils avaient fait grève pour exiger le paiement immédiat de deux mois d'arriéré de salaire, c'est-à-dire ceux de novembre et de décembre 2021. Celui d'octobre n'avait été soldé que le 31 décembre 2021.

C'est donc une situation qui perdure. L'État comme tous les patrons se fichent de savoir comment leurs salariés, à qui ils exigent des rendements, arrivent à joindre les deux bouts. La pression sur les travailleurs est telle que pour le moment, c'est sur les réseaux sociaux que les travailleurs de la poste dénoncent leur situation.

Demain, lorsque la colère explosera au grand jour, la peur va changer de camp et les travailleurs seront en mesure d'imposer leurs revendications.

À NUTRI COMME AILLEURS : LA GROGNE CONTRE LES BAS SALAIRES POURRAIT SE TRANSFORMER EN GRÈVE SALUTAIRE

Depuis quelques mois, les travailleurs de Nutri, une entreprise agro-alimentaire située à la zone industrielle de Yopougon, réclament une augmentation de salaire. La grogne est montée d'un cran ces derniers temps et les travailleurs étaient à deux doigts de se lancer dans une « opération bandeau rouge » pour montrer leur mécontentement face aux bas salaires. La prochaine fois, il y aura peut-être moins d'hésitation.

Aujourd'hui, ce n'est un secret pour

personne que les salaires des travailleurs ne suffisent plus à couvrir les besoins les plus élémentaires. Depuis l'année dernière les prix des produits de première nécessité ne cessent de grimper de façon fulgurante. Cette année, le prix de l'huile de table et des cubes d'assaisonnement est passé du simple au double. Les loyers ne sont pas en reste. Et ça va empirer car avec la guerre en Ukraine, il faut s'attendre à de nouvelles augmentations de prix. Les médias nous préparent déjà à cette éventualité.

Les travailleurs sont acculés de toute part, mais pour le moment ils hésitent à se lancer dans la grève car ils ne sentent pas en position de force.

La question des bas salaires n'est pas propre à ceux de Nutri. Tous les travailleurs sont concernés. Tôt ou tard, la colère finira par exploser à la figure du patronat et il ne l'aura pas volée.

Côte d'Ivoire

EFFONDREMENTS D'IMMEUBLES : L'HÉCATOMBE CONTINUE ET LES AUTORITÉS VERSENT DES LARMES DE CROCODILE

Dans la nuit du 6 au 7 mars dernier, un immeuble habité s'est effondré sur les habitants à Angré 9^{ème} tranche, faisant plus de 6 morts. Une semaine avant, c'est l'effondrement d'un immeuble en construction à Treichville qui a fait presque le même nombre de morts et plus de 21 blessés.

Après l'accalmie d'environ un an, la ville d'Abidjan renoue avec les drames causés par des effondrements d'immeubles. Le dernier en date avant ceux de cette année, c'était le 23 février 2021 dans la commune de Cocody à Anono. Suite à cet accident qui avait fait plus de 20 morts, le gouvernement avait pondu des déclarations et des résolutions sur papier pour soi-disant sanctionner les fautifs. Mais tout cela était fait pour que l'émotion et la colère des gens tombent. Une fois le calme revenu, le ministère de la Construction a rangé tout dans le placard.

Et voilà que les mêmes drames reviennent. À Treichville, l'une des communes pauvres d'Abidjan, c'est la ministre de la Solidarité qui a été envoyée pour les habituels blablas de réconfort du gouvernement aux sinistrés. Quant au drame d'Angré 9^{ème} tranche, c'est le premier des ministres qui s'est déplacé. Comme un médecin après la mort, il a encore promis de prendre des mesures et des sanctions contre les promoteurs et autres affairistes de l'immobilier qui se contentent de faire le maximum de fric sans

se préoccuper de la fiabilité des bâtiments. Mais on sait par avance que ce sont des paroles en l'air.



Lundi 7 mars, le Premier ministre et sa suite en tournée médiatique devant l'immeuble effondré à Angré 9^{ème} tranche.

Les autorités se contentent de faire semblant d'être préoccupées par le sort de ceux qui périssent ou perdent tous leurs biens dans ces accidents parce que ces drames se déroulent loin de leur vie. Ils vivent et dorment dans des villas-duplexes bien construites qui, sauf tremblement de terre, ne s'écrouleront jamais.

Quant à l'État, il a assez de moyens financiers et humains pour construire lui-même des immeubles fiables et résistants, mais c'est un État bourgeois dont la préoccupation première est de permettre à ceux qui ont de l'argent de s'enrichir toujours plus, même si cela met en danger la vie d'autrui.

LA GUERRE EN UKRAINE, UNE CATASTROPHE POUR LES PEUPLES, DES AFFAIRES EXCEPTIONNELLES POUR LES MARCHANDS DE CANONS

(Nous reproduisons ci-dessous un large extrait de l'éditorial de l'hebdomadaire Lutte Ouvrière, publié en France le 16 mars 2022)



Un immeuble résidentiel à Kharkiv, en Ukraine, endommagé par les bombardements lors d'une attaque de l'armée russe, le 7 mars 2022.

La guerre est toujours une calamité pour les gens du peuple. D'Ukraine, nous viennent les images d'une tragédie : des files de gens terrorisés qui abandonnent tout, des HLM (Habitations à Loyers Modérés) défoncés et les cadavres de ceux qui n'ont pas pu fuir à temps. Mais elle n'est pas une tragédie pour tout le monde.

Les marchands d'armes se frottent les mains en pensant aux bénéfices qu'ils vont en tirer. La semaine du début de l'offensive russe, l'action de Thalès, ce groupe d'armement qui fournit l'électronique des avions Rafale de Dassault, a bondi de 30 %. Le PDG de ce groupe, qui devait annoncer au même moment les résultats historiques de son entreprise pour l'année 2021, a pu ajouter que les résultats à venir seraient encore plus impressionnants. [...]

Les médias et le gouvernement ont expliqué que les prix des carburants allaient augmenter parce que l'approvisionnement du pétrole en provenance de Russie allait être bloqué. Mais, alors qu'il n'y a même pas encore eu le moindre blocage, les prix de l'essence, du gaz et du fioul se sont en-

volés ! En réalité, les trusts du pétrole comme Total, BP ou Esso se sont entendus pour pousser les prix à la hausse. Et ensuite la spéculation financière a fait le reste.

La spéculation touche tous les secteurs. L'Ukraine étant un important producteur de blé, le prix de cette céréale a battu son record absolu. Partout, les denrées alimentaires vont être encore plus chères. Mais dans les pays pauvres, cela signifie des famines programmées. Et comme au Moyen Âge, c'est quand la pénurie est la plus aiguë que les accapareurs font les affaires les plus juteuses.

La guerre est une gigantesque affaire commerciale. Les industriels du textile vont récupérer les marchés de fournitures aux armées. Ceux de l'agroalimentaire vont se charger de les nourrir. Ils feront comme les trusts du pétrole ont fait avec l'essence : profitant de leur position dominante, ils fixeront leurs prix. Les banques en profiteront aussi pour endetter les États qui vont augmenter leurs dépenses d'armement. Et les États feront payer les populations.

Les sanctions mises en place par les pays occidentaux contre la Russie vont aussi attiser les rivalités économiques au sein du camp occidental. Les États-Unis, qui viennent de déclarer l'embargo sur le gaz russe, veulent que les pays européens fassent de même. Les groupes pétroliers américains espèrent bien récupérer les marchés des entreprises russes en Europe. Peut-être cela fera-t-il les affaires d'EDF (Électricité de France) qui augmentera alors ses exporta-

tions d'électricité produite par ses centrales nucléaires. Mais cela s'oppose directement aux intérêts des industriels allemands pour qui le gaz russe est une des sources énergétiques principales. Les combats militaires ne mettent pas fin à la guerre économique. Ils en sont le prolongement.

Les prolétaires ukrainiens paient déjà les rivalités entre les grandes puissances occidentales et la Russie par du sang et des larmes. Les prolétaires russes le paient aussi par le renforcement de la dictature de Poutine et vont le payer plus encore avec le blocus que veulent mettre en place les Occi-

dentaux et qui risque de leur faire revivre l'effondrement économique catastrophique qu'ils ont vécu il y a trente ans, au moment où Eltsine a organisé l'éclatement de l'URSS.

Mais nous, prolétaires ici en France, sommes aussi dans le même bateau. Le gouvernement français prétend que désormais, à cause du conflit en Ukraine, tout le monde va devoir se serrer la ceinture et que, riches et pauvres, nous serions tous concernés. C'est de la propagande pour nous mettre à la remorque des intérêts des trusts français. [...]

LES CONSÉQUENCES DRAMATIQUES DE CETTE GUERRE SUR LES POPULATIONS AFRICAINES

Même si elles vivent à des milliers de kilomètres du théâtre de cette guerre fratricide, les populations africaines, sont concernées par ses retombées économiques sur leur vie quotidienne. Elles subissent déjà les conséquences directes et indirectes du renchérissement des prix du blé, du gaz, du pétrole dont la Russie et l'Ukraine sont de grands exportateurs. Cela entraînera d'autres augmentations de prix en cascade. Le maigre pouvoir d'achat des travailleurs déjà largement grignoté par les précédentes flambées des prix sera une fois de plus impacté par les contrecoups de ce conflit et par la rapacité des spéculateurs. Il est vital que leurs salaires soient augmentés de manière conséquente pour rattraper ce qu'ils ont perdu au cours des années et des décennies précédentes et pour faire face aux nouvelles hausses des prix qui vont s'amplifier encore plus dans les prochains jours.

Dans cette société dominée par les exploiters et les parasites, les travailleurs ne peuvent compter ni sur le gouvernement ni sur le patronat car ceux-là sont de mèche pour les maintenir dans la misère afin

qu'eux puissent ramasser le maximum de richesses sur le dos de ceux qui les produisent.

Les travailleurs ne peuvent pas non plus compter sur les dirigeants des grandes centrales syndicales qui mangent dans la main des possédants et du pouvoir en place et qui se sont néanmoins autoproclamés défenseurs attitrés des intérêts des salariés. Ils sont choyés et payés pour jouer le rôle de pompier de service lorsque le feu de la révolte sociale menace la sécurité du pouvoir et les profits de la bourgeoisie.

Si le prolétariat ne réagit pas collectivement en tant que classe exploitée pour défendre lui-même ses propres intérêts face à la classe des exploiters, ils s'enfoncera encore plus dans la misère. Son salut dépend de sa capacité de se mobiliser, de rassembler ses forces tout en se méfiant de ses faux amis que sont les politiciens au pouvoir ou dans l'opposition ainsi que les dirigeants des grandes centrales syndicales qui roulent pour les ennemis des travailleurs.

Ce que nous voulons

Ce que nous voulons

Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.

